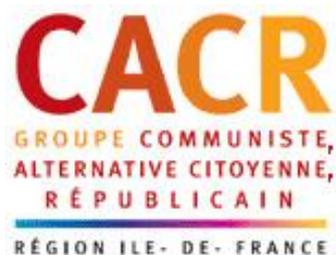


Paris, le 9 décembre 2008,



Budget du STIF 2009 : les élus régionaux du groupe CACR réclament un engagement public à la hauteur des besoins des usagers des transports en commun.

Les élus du groupe Communiste, Alternative citoyenne, Républicain siégeant au Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) se félicitent des avancées notables obtenues depuis 2006 au STIF pour les usagers franciliens des transports en commun, notamment en matière d'offre de transports et de tarifications sociales pour les plus démunis.

Chacun sait que nous avons toujours été partie prenante, et souvent à la pointe de cette action, que nous souhaitons voir poursuivre.

Laurence Cohen et Jean Brafman, administrateurs du STIF, pensent que les collectivités territoriales qui ont soutenu cette politique ambitieuse pour les transports en commun d'Ile-de-France doivent aujourd'hui prendre leurs responsabilités, et qu'une réévaluation de leur contribution au budget du STIF est nécessaire afin de maintenir, en 2009, une politique tarifaire au niveau de l'inflation.

Conscients par ailleurs que les collectivités subissent, elles aussi, le désengagement de l'Etat voulu par le gouvernement, qui préfère renflouer les banques et les actionnaires au lieu de mettre l'argent au service des usagers, nous estimons qu'il est urgent de trouver de nouvelles sources de financement, notamment par une réévaluation du Versement Transports et une participation accrue de l'Etat.

C'est pourquoi, fidèles à notre engagement pour des services publics de transports en commun à la hauteur des besoins des usagers, nous affirmons notre désaccord avec le projet de budget 2009 qui sera soumis au vote du Conseil d'administration du STIF le 10 décembre prochain. Nous ne le voterons pas.

Ce budget, tel qu'il nous est proposé avec des augmentations de tarifs importantes, pèse trop défavorablement sur les usagers déjà lourdement pénalisés par le contexte actuel de crise économique et sociale.

Le groupe CACR de la Région Ile-de-France a confiance en la capacité de mobilisation des usagers, des associations, des syndicats et des élus pour obtenir des différents partenaires (collectivités, entreprises) et singulièrement de l'Etat, d'ici mai 2009, des réponses aux besoins en matière de transports et à le soutenir dans son engagement pour un service public plus performant et efficace.

Site internet : www.eluscacridf.org